

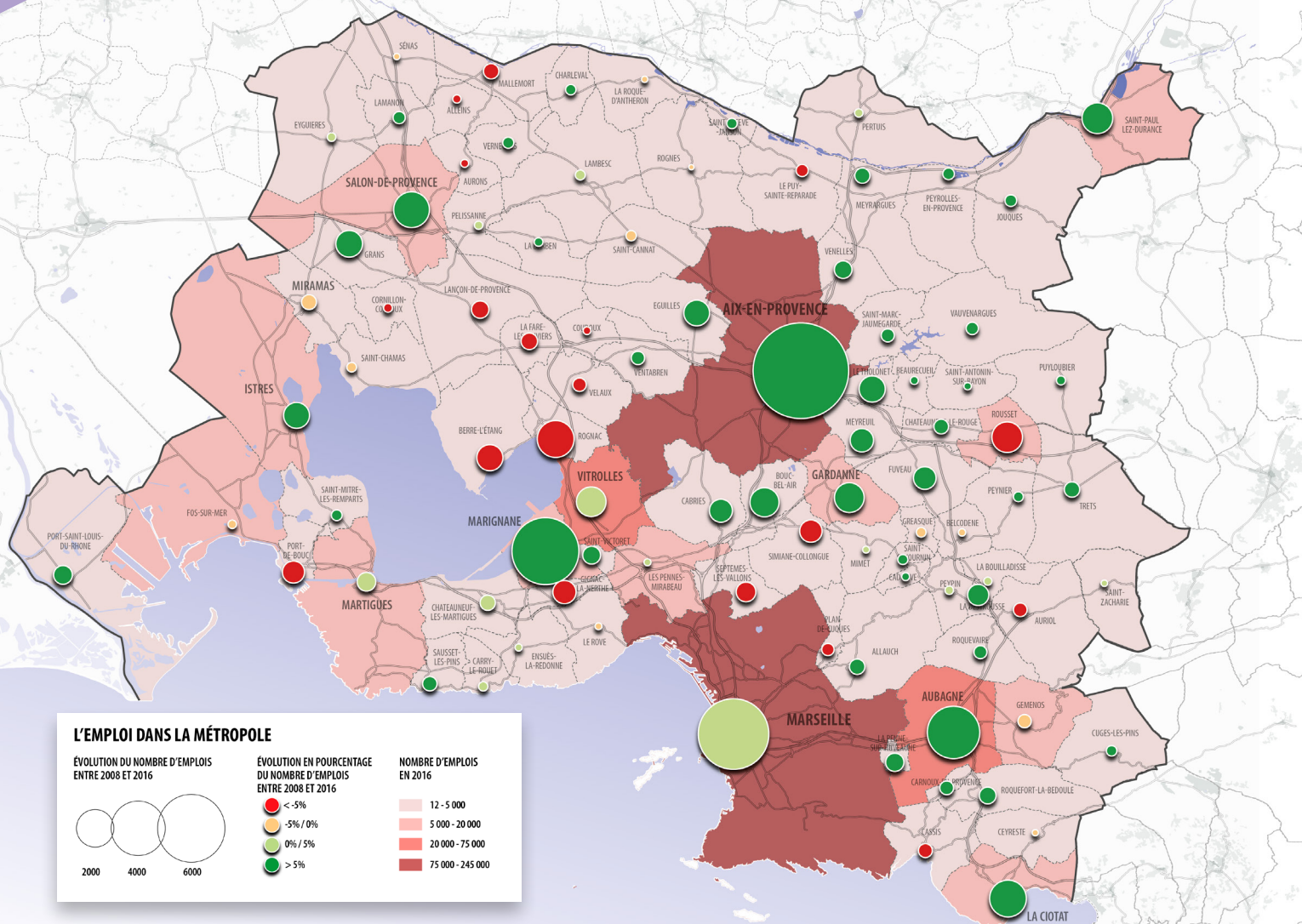


REGARDS

ÉCONOMIE
NOVEMBRE 2017 | N°64

Dynamique d'emploi dans la métropole **UNE PROGRESSION DANS TOUS LES TERRITOIRES EN 2016**

Depuis le déclenchement de la crise de 2007, l'emploi et ses formes ont évolué au point que les interrogations sur son avenir font la une de l'actualité, tel que le statut de microentreprise (pour être chauffeur ou livreur), l'avenir du salariat ou le revenu universel, un des thèmes débattus lors de la Présidentielle 2017. En France, entre 2010 et 2013, la croissance d'emplois a été essentiellement portée par l'accroissement du nombre de non salariés, suite à la création du statut d'autoentrepreneur en 2009. En 2014, la création d'emplois a été nulle et c'est à partir de 2015 que l'emploi salarié, et lui seul, a nourri la nouvelle dynamique d'emplois. Au niveau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, l'emploi salarié a été moins touché par la crise et il a recouvré son niveau d'avant-crise dès 2011. La dynamique s'est réellement enclenchée en 2014, surtout dans le secteur des services, se concentrant dans les territoires fortement pourvus des plus grandes communes. Ce phénomène s'observe aussi au sein même de la commune de Marseille, avec des arrondissements qui ne bénéficient pas tous de la croissance de l'emploi. La spécialisation des territoires et la métropolisation se mesurent à toutes les échelles, du pays aux grandes villes.



AIX-MARSEILLE-PROVENCE : MÉTROPOLISATION À L'ŒUVRE

AIX-MARSEILLE-PROVENCE NE RATTRAPE PAS LES AUTRES MÉTROPOLIS

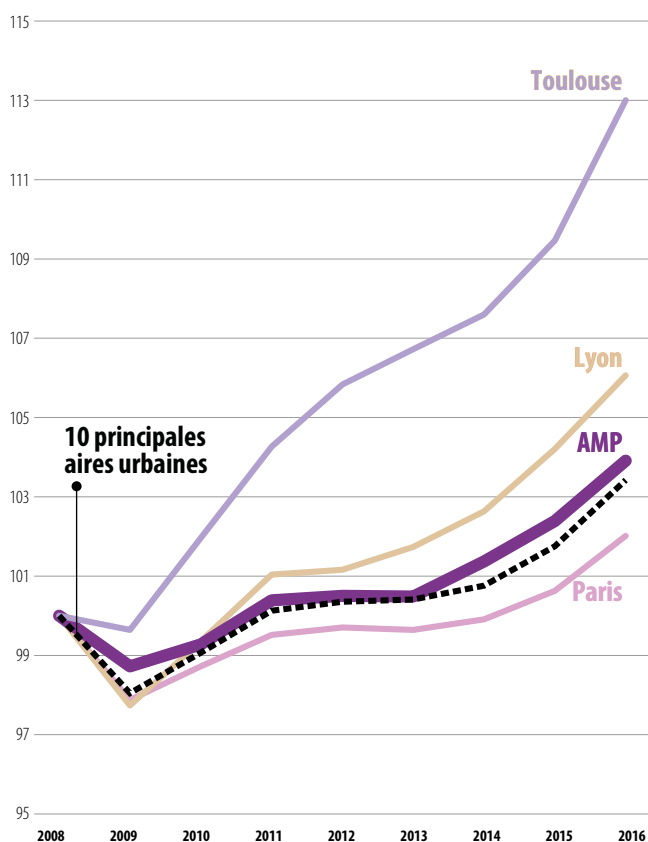
La croissance de l'emploi salarié privé dans la métropole d'Aix-Marseille-Provence n'est pas suffisante pour combler son retard en termes de taux d'activité, c'est-à-dire les personnes qui travaillent ou cherchent un travail sur la population en âge de travailler (15-64 ans). Quand on compare les 11 premières aires urbaines de France (Paris, Lyon, Marseille-Aix, Toulouse, Lille, Bordeaux, Nantes, Nice, Strasbourg, Rennes et Grenoble), le taux d'activité s'établit à 69,6% dans l'aire de Marseille-Aix en 2014, contre 75,2% en moyenne pour les 10 autres aires urbaines. Et parmi cette population active, une plus grande part est au chômage à Marseille-Aix que dans les autres grandes aires urbaines (15,7% de chômage contre 12,8% en 2014). S'agissant de l'évolution de l'emploi privé, le phénomène de polarisation est général, l'emploi se concentre surtout dans les territoires déjà les plus pourvus, signe d'une métropolisation qui s'accélère. Les 11 premières aires urbaines

connaissent une croissance, entre 2008 et 2016, de + 3,4 % de l'emploi, soit un gain de 281 165 emplois salariés privés (ESP) tandis que le reste du pays a connu une baisse presque équivalente de 254 134 emplois (-2,6 % en 8 ans). Sur cette période, c'est l'aire urbaine de Toulouse qui a été la plus dynamique (+ 13%) tandis que celles de Nice et de Strasbourg n'ont toujours pas rattrapé leur niveau d'avant-crise (respectivement -1,2% et -0,4% entre fin 2008 et fin 2016). La croissance de l'aire urbaine de Marseille-Aix s'accélère depuis 2013 mais fait à peine plus que la moyenne des 11 principales aires (+ 3,9% contre + 3,4%). C'est l'Ouest de la France qui connaît la plus forte croissance avec Toulouse, Nantes, Bordeaux et, dans une moins mesure, Rennes. Cette croissance se poursuit en 2016 : + 3% pour Toulouse et Bordeaux, + 2,6% pour Nantes. L'aire urbaine de Lyon croît également plus vite que la moyenne des principales aires urbaines (+ 6,1% en 8 ans).

AU SEIN D'AMP, UNE CONCENTRATION DES EMPLOIS DANS DES TERRITOIRES DÉJÀ POURVUS

La dynamique d'emploi engagée dès la fin 2010, avec un passage à vide en 2012 et 2013, connaît une accélération continue depuis 2014. Le territoire a retrouvé son niveau d'emploi d'avant-crise dès 2011 et a gagné 22 614 emplois salariés privés depuis 2008. Mais cette évolution n'est pas équitablement répartie. L'essentiel de la création de nouveaux emplois a lieu dans les territoires déjà fortement pourvus. Sur ces 22 614 emplois supplémentaires, 19 802 (soit 87,6%) ont été créés dans les conseils de territoire du Pays d'Aix et de Marseille Provence, et la totalité si l'on rajoute le Pays d'Aubagne et de l'Étoile qui a connu une hausse de 2 801 emplois. Istres-Ouest-Provence est le quatrième territoire à bénéficier d'une hausse de +1 100 ESP. En revanche, les pays salonnais et de Martigues connaissent respectivement une baisse de 1 022 et 67 ESP. En 2016, 75 % des créations nettes d'emploi se sont opérées dans les territoires de Marseille Provence et du Pays d'Aix.

Cette concentration de l'emploi est encore plus flagrante lorsqu'on observe l'évolution à l'échelle communale. Les quinze communes les plus dotées en emplois salariés privés concentrent déjà à elles seules 84% de l'emploi en 2016. Mais elles concentrent aussi 88% de la création d'emploi depuis 2008.



ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ DEPUIS 2008

REPÈRES

+1,5%
d'emplois
dans la métropole sur l'année 2016

Marseille et Aix,
moteurs de l'emploi
+3 000
emplois à eux deux
en 2016

Secteurs les plus dynamiques depuis 8 ans



SANTÉ

+9 000
emplois
chacun



SERVICES
AUX ENTREPRISES

Les communes les plus dynamiques cette année



L'industrie et la construction regagnent des emplois en 2016



+600
emplois



+220
emplois

PAROLES D'ACTEUR

« LA MÉTROPOLE EST
ASSEZ RÉSILIENTE »

Jean-Philippe HANFF
Directeur général adjoint
du développement économique
de la métropole AMP



©2015 David Girardweb

L'emploi salarié privé est le moteur de la dynamique économique. Si on veut mesurer les résultats de l'action économique métropolitaine, le critère privilégié va être l'analyse de l'emploi. L'observatoire mené par l'Agam est alors indispensable à la compréhension des phénomènes économiques. C'est d'autant plus vrai que dans l'agenda économique la question de l'emploi est prioritaire.

Cet observatoire va également nous permettre de mieux évaluer l'impact des politiques publiques sur les six filières prioritaires mises en avant dans l'agenda économique. Santé, aéronautique-mécanique, industries numériques et créatives, énergie-environnement, maritime et logistique et enfin la filière tourisme et art de vivre qui ont été définies avec l'ensemble des acteurs économiques. Plus on disposera de regards précis sur l'évolution de l'emploi salariés privés sur ces filières, mieux on pourra mesurer l'impact des actions entreprises. C'est d'autant plus important que nous avons de grands projets structurants, comme par exemple le projet Henri Fabre, qui annonce 7 000 emplois à créer dans le futur. Je pense également à Iter où la création de l'emploi induit entre dans une nouvelle phase, ou encore à Luminy, le technopole de l'Arbois et Château-Gombert sur l'industrie du futur. Grâce à ces filières, la métropole a un potentiel de 20 000 créations d'emplois d'ici 2030 (selon l'Agenda).

Il existe deux grands pôles d'emploi dans la métropole que sont Aix et Marseille. On observe une certaine spécialisation autour de l'Étang de Berre avec la pétrochimie et la reconversion de la chimie en général. Il y a également des spécialisations sur le numérique autour d'Aix dans la vallée de l'Arc sur la micro-électronique, sur la santé et les biotech à Marseille. Mais globalement la diversification de son industrie et de ses entreprises fait que la métropole est assez résiliente. Si le taux de chômage est encore beaucoup trop important, il évolue favorablement. Une des faiblesses de la métropole c'est peut-être de ne pas avoir créé aussi vite d'emplois que dans d'autres territoires mais une de ses forces, maintenant que l'emploi progresse, c'est cette résilience grâce à ce tissu économique très diversifié.

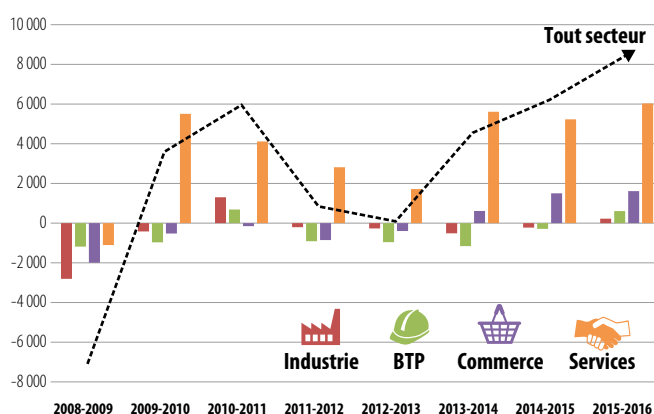
UNE TERTIAIRISATION DE LA MÉTROPOLE QUI S'ACCROÎT

Le secteur des services est le seul créateur d'emplois entre 2008 et 2016 : +29 919 emplois salariés privés, sur les 22 614 créés au total. Les autres secteurs en détruisent, surtout la construction (-4 183 ESP), l'industrie (-2 915 ESP) et dans une moindre mesure, le commerce (-207 ESP).

Les pertes dans l'industrie ont essentiellement eu lieu en 2009, au summum de la crise, avec -2 806 emplois. L'année suivante, l'industrie perdait encore 420 emplois mais 2011 a marqué une courte embellie avec un gain de 1 303 ESP. Depuis, l'emploi industriel s'érode, avec 300 emplois en moins en moyenne entre fin 2011 et fin 2015 ; les pertes de 2015 ont été effacées en 2016 (-225 puis +224). La construction a connu une érosion sur toute la durée, perdant 523 emplois en moyenne chaque année, sauf en 2011 et 2016 (+607 postes).

La hausse dans le commerce de détail a compensé la baisse dans le commerce de gros et celui d'automobiles (+2 530 dans le détail, -2 737 dans le gros et l'automobile entre 2008 et 2016). Et il n'y a jamais eu autant de postes créés dans le commerce de détail en 2016 dans la métropole (+1 610 ESP).

La croissance dans les services a été continue entre 2010 et 2016 (au tour de 5 000 emplois supplémentaires par an), avec un fort ralentissement en 2011 et 2012 (+2 816 et +1 718 seulement) et un maximum pour l'année 2016 : +6 028 emplois nets.



ÉVOLUTION ANNUELLE DE L'EMPLOI DANS LA MÉTROPOLE PAR SECTEUR

Les services, qui regroupent 64 % de l'emploi métropolitain, sont très variés ; ce sont les activités spécialisées, scientifiques et techniques (plutôt qualifiés), les services administratifs et de soutien (peu ou moyennement qualifiés) et l'hébergement-restauration (peu qualifié) qui ont porté la croissance de l'emploi, soit +17 992 entre 2008 et 2016. Ces catégories, sauf pour l'hébergement-restauration, regroupent des activités très disparates : activités de nettoyage, centres d'appel et sécurité privé ont prospéré ainsi que l'ingénierie et les études techniques. En revanche, les agences de publicité et l'administration publique (sous droit privé, comme les caisses de retraites ou de sécurité sociale) ont accusé une forte baisse (-3 612 à eux deux).

UNE ACCENTUATION DE LA SPÉCIALISATION DES TERRITOIRES ?

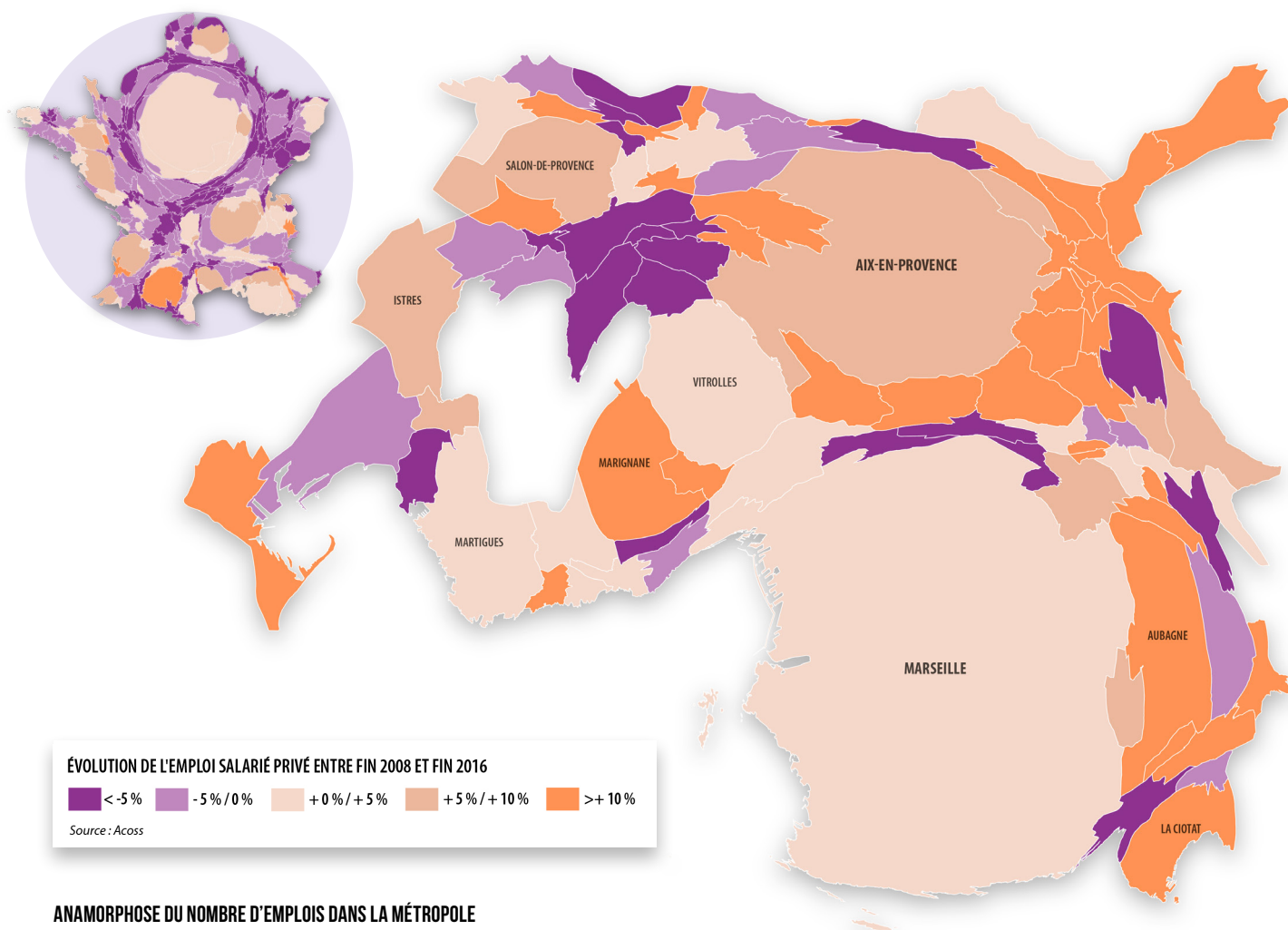
Du fait de la spécialisation de nos territoires, l'impact de ces évolutions entre 2008 et 2016 n'a pas été équitablement réparti. Marseille Provence, avec 53 % de l'emploi privé métropolitain, a concentré les baisses dans l'administration (- 1 831 ESP, - 22 %), la construction (- 2 901 ESP), le commerce de gros et la logistique (- 4 923 ESP) mais aussi les hausses dans la santé et l'action sociale (+ 5 809 ESP), l'hébergement-restauration (+ 3 053 ESP), les activités administratives et de soutien, particulièrement dans la sécurité privée, et le nettoyage (+ 4 070 ESP) ou encore le commerce de détail (+ 2 129 ESP, l'essentiel des postes créés dans la métropole).

Le décrochage industriel a surtout touché le Pays d'Aix et le Pays salonnais (respectivement - 2 317 et - 1 325 emplois salariés privés) entre 2008 et 2016. Le Pays d'Aix a en revanche connu une forte percée des services administratifs et de soutien, en particulier dans le nettoyage et l'intérim (+ 3 379 ESP) ainsi que dans l'information-communication (+ 2 608 ESP, l'essentiel de la métropole) et les activités financières et d'assurance (+ 1 043 ESP).

Le Pays d'Aubagne et de l'Étoile a enregistré une forte poussée de la sécurité privée (+ 840 ESP) et il est le seul territoire à voir l'industrie prospérer (+ 865 ESP, + 28 % en 8 ans) grâce au

développement de l'établissement Sartorius Stedim qui a fortement recruté ces dernières années. Istres-Ouest-Provence se spécialise dans le commerce de gros (+ 142 ESP soit + 27 %) et la logistique (+ 1 101 ESP, soit + 33 %).

Cette spécialisation peut même se traduire par une complémentarité entre les territoires de Marseille Provence et du Pays d'Aix. En effet, les plus importants gains d'emploi de Marseille se trouvent dans les secteurs de la santé et de l'action sociale (+ 5 809 ESP) et l'hébergement-restauration (+ 3 053 ESP) ou le commerce de détail (+ 2 129 emplois). Au Pays d'Aix, ce sont les emplois au service des entreprises qui ont prospéré au cours des huit dernières années, notamment dans l'information et la communication (+ 2 608 ESP) ou les activités scientifiques et techniques (+ 2 329 ESP). Cette spécialisation et complémentarité dans le territoire démontre aussi la nécessité d'une mobilité facilitée, entre un emploi spécialisé dans un secteur sur un territoire et la main-d'œuvre répartie sur tout le territoire. Et d'autant plus quand on observe un développement plus important de l'emploi dans le Pays d'Aix ces dernières années, concomitant au développement des zones d'activité en périphérie, moins facilement desservies par les transports en commun.

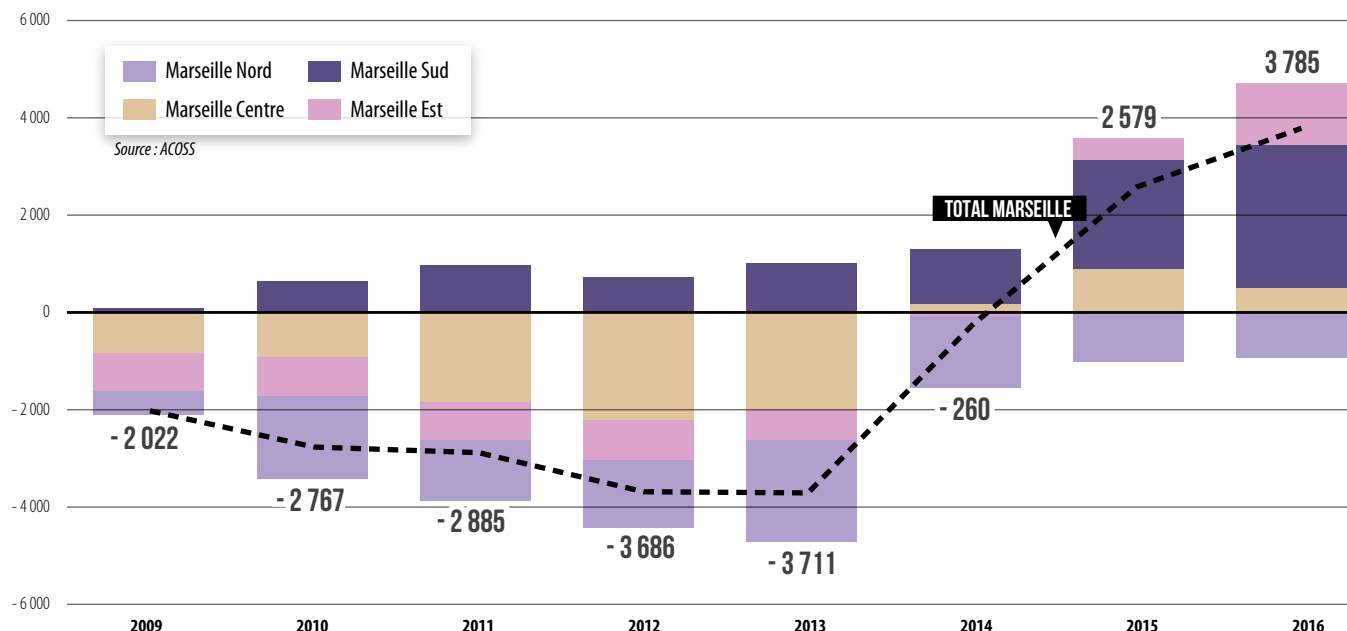


ANAMORPHOSE DU NOMBRE D'EMPLOIS DANS LA MÉTROPOLE

MARSEILLE : LA CROISSANCE DE L'EMPLOI PLUS MODÉRÉE

L'emploi continue de croître à Marseille depuis 2014, mais cette croissance a tendance à ralentir, passant de +3 451 en 2014 à +1 206 emplois en 2016. Le territoire a tout de même gagné 7 496 emplois salariés privés sur ces 3 années, rattrapant son niveau d'avant-crise en 2015. Cette croissance n'a pas été homogène, que ce soit géographiquement ou selon le secteur d'activité.

pant son niveau d'avant-crise en 2015. Cette croissance n'a pas été homogène, que ce soit géographiquement ou selon le secteur d'activité.



NOMBRE D'EMPLOIS SALARIÉS PRIVÉS PAR RAPPORT À 2008

LES QUARTIERS NORD ET LE CENTRE-VILLE À LA PEINE

La crise économique a frappé différemment les secteurs de Marseille. Les arrondissements nord (XIII^e, XIV^e, XV^e et XVI^e) n'ont pas encore récupéré leur niveau d'avant-crise. Ils ont d'ailleurs connu leur plus grosse baisse d'effectif au cours de l'année 2010 (-1 218 ESP en 2010 après -484 ESP en 2009), alors qu'ailleurs, à Marseille ou dans le reste de la France, la situation s'améliorait. Ils représentaient 23,5 % de l'emploi en 2008, ils ne pèsent plus que 22,8 % en 2016. Ce sont les activités de transport-entrepôt et la construction qui ont le plus diminué (respectivement -1 294 et -1 345 emplois salariés privés entre 2008 et 2016). Le secteur du nettoyage a un peu compensé cette chute avec +1 142 ESP dans la période.

Le centre-ville (du I^{er} au VII^e arrondissement), qui représente presque la moitié des emplois de la commune de Marseille (42,2 % en 2016) a perdu des emplois jusqu'en 2013, point d'inflexion lorsque Marseille fut Capitale européenne de la culture et a bénéficié d'une hausse dans l'hébergement-restauration (+440 ESP en 2013). L'année suivante, c'est l'ouverture des Terrasses du Port qui permet la création de 2 195 postes, dont 1 037 dans le commerce de détail et 217 dans l'hébergement-restauration ainsi que 601 postes créés dans la formation. Ce cumul de hausse en 2014 permet au centre-ville de recouvrer un solde positif d'emploi par rapport à 2008.

La santé et l'action sociale a été très dynamique depuis 2013 (+1 628 emplois en 4 ans) tandis que le transports-entrepôt perdait 1 012 emplois sur la même période, dont -796 en 2016. Le bilan du centre-ville sur la période est donc mitigé, surtout qu'il perd de l'emploi en 2016, dans le transport-entrepôt (-396 postes) et l'administration publique (-661 ESP) malgré la création d'emplois dans une douzaine de secteurs.



LA RUE DE ROME

LE SUD ET L'EST DE LA VILLE PLUS DYNAMIQUES

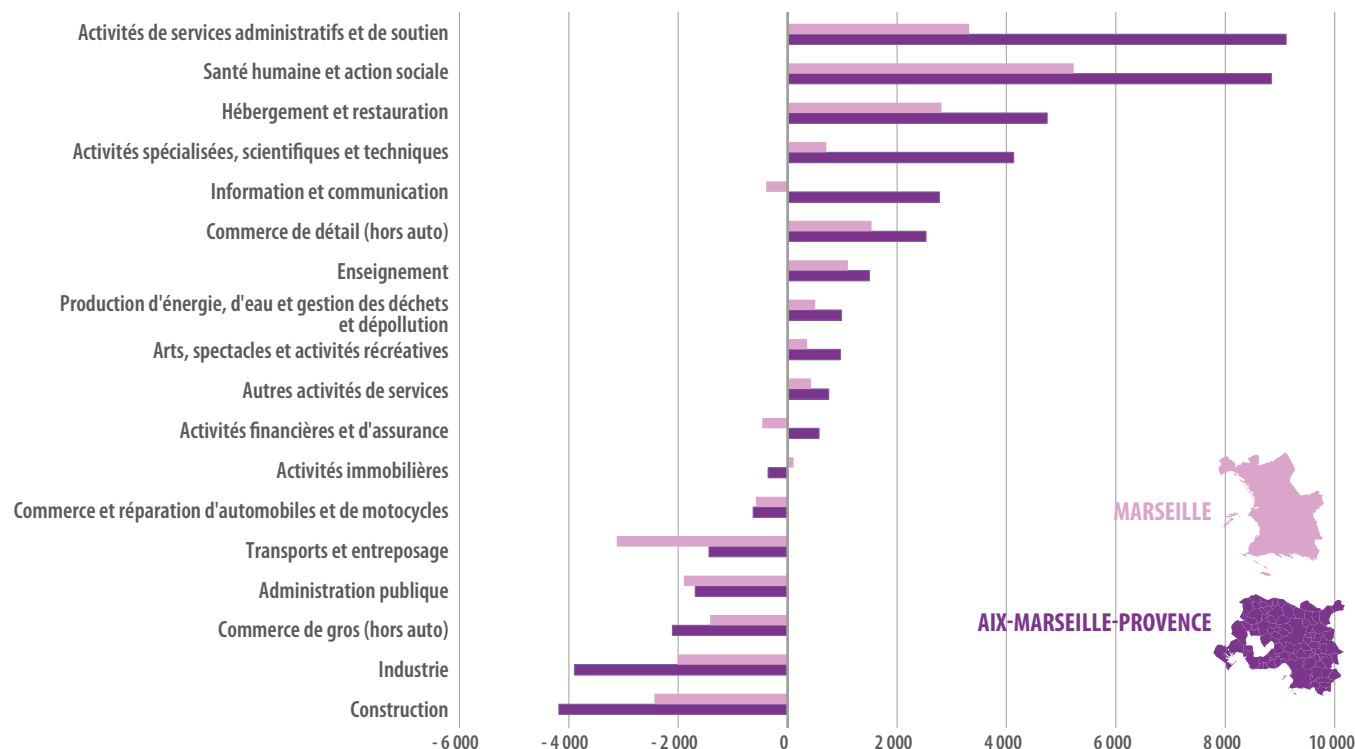
Dans les quartiers sud (VIII^e et IX^e arrondissements), en revanche, la crise n'a pas fait basculer le solde d'emplois dans le rouge (+86 emplois au pire de la crise en 2009). L'emploi y progresse de façon continue, sauf en 2012 avec une perte de 247 emplois et cette progression permet de hisser les quartiers sud à 20% de l'emploi total de la ville (19,2% en 2008). Sur la période, ils ont gagné 2 949 emplois, surtout grâce aux agences d'intérim et la sécurité privée, pour les activités de soutiens aux entreprises mais aussi dans le domaine de la santé (+1 271 ESP entre 2008 et 2016). La politique de réduction des emplois publics (de sécurité sociale précisément) a pénalisé les quartiers sud de 1 204 emplois entre 2008 et 2016, seule baisse notable dans ces arrondissements.

Les quartiers est, qui longent l'Huveaune (X^e, XI^e et XII^e arrondissements), pesant 15,1% de l'emploi de Marseille (14,6% en 2008) connaissent une embellie depuis 2013 et se présentent comme les plus dynamiques entre 2008 et 2016 : +6,5% en 8 ans, créant 1 266 emplois, la moitié des quartiers sud mais plus du double du total des emplois créés dans le centre-ville. C'est la sécurité privée et l'intérim qui ont prospéré dans l'est de la ville, +410 pour l'une et +189 pour l'autre, dans un secteur des services administratifs et de soutien qui prospère lui de 1 048 emplois entre 2008 et 2016. La santé et l'action sociale ont bénéficié d'une hausse de 861 et l'hébergement-restauration conclut les évolutions notables pour ces quartiers avec 463 créations d'emplois. Le seul secteur qui modère la progression est la construction, comme dans le reste de la ville, sauf pour les quartiers sud, qui diminue de 884 postes dans la période.

EMPLOI ET CHÔMAGE

Malgré les importantes créations d'emplois depuis 2014, le nombre d'inscrits à Pôle Emploi a continué d'augmenter dans la métropole. Certes l'évolution annuelle des demandeurs d'emploi (de catégories ABC) est passée de +5,5% en décembre 2014 à +2,6% en décembre 2016, mais l'emploi créé n'est pas suffisant pour baisser le nombre de chômeurs. Cet apparent paradoxe a plusieurs facteurs :

- la population active (les personnes qui travaillent ou qui recherchent un emploi) n'a pas cessé de croître en France. Entre 1991 et 2016, la France a gagné deux fois plus de population active que l'Allemagne, expliquant la différence de taux de chômage entre les deux pays ;
- il existe un « effet de flexion » lors des retournements de conjoncture économique. Lorsque le chômage se massifie, les personnes se découragent et quittent la population active, faisant baisser le taux de chômage (calculé par chômeurs / population active). Lorsque la situation s'améliore, ces personnes reviennent dans la population active, augmentant ainsi le nombre de chômeurs ;
- au niveau de la métropole, les entreprises font état de difficultés d'embauche liées à des problèmes de formation, de mobilité ou de savoir-être, qui les empêchent de recruter leurs futurs salariés localement. Elles font alors appel à de la main-d'œuvre qui répond à ces besoins ;
- la précarisation des contrats de travail : l'essentiel des embauches se fait en CDD ou en intérim, les chômeurs passent de la catégorie A (sans activité) à B ou C (travaillant moins ou plus de 78 heures par mois). Ainsi, la part des demandeurs d'emploi en catégories B et C, dans le total ABC, est passée de 28% à 31% entre 2014 et 2016.



ÉVOLUTION PAR SECTEURS DANS LA MÉTROPOLÉ D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE ET MARSEILLE ENTRE 2008 ET 2016

LES ACTIVITÉS POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES HABITANTS ET DES TOURISTES EN VILLE

Le développement de l'emploi à Marseille, sa métropole, comme en France, a finalement répondu aux besoins des consommateurs, au détriment des activités pour les entreprises, comme le montre la chute du commerce de gros et du transports-entrepôt, plus élevée à Marseille qu'en France (-12% contre -4%). À l'inverse, la nette différence entre la France et Marseille dans l'hébergement-restauration, l'enseignement et le commerce de détail dans une moindre mesure, montre le développement, du tourisme, et de l'économie présentielle (tournée vers la satisfaction des besoins des habitants et des touristes). La ville-centre concentre l'emploi résidentiel et administratif, répondant aux besoins des consommateurs finaux. L'économie productive, quant à elle, connaît un développement en dehors de la ville-centre, comme dans le territoire d'Aix-en-Provence ou particulièrement au nord de l'Étang de Berre pour répondre aux besoins logistiques. La métropole forme donc un tout, avec une mutation de l'emploi au profit d'un tertiaire qui répond aux besoins à la fois des entreprises et des consommateurs, dépassant le clivage résidentiel et productif. Reste à attirer et conserver ces emplois par un développement durable, notamment par la facilitation des mobilités et l'intensification de la formation tout au long de la vie.

LES DONNÉES ACOSS

Les données fournies par l'Urssaf chaque année via le site de l'Acosse ne comptabilisent pas l'ensemble de l'emploi présent et créé sur le territoire. Les chiffres présentés ici sont les postes en place le 31 décembre de l'année, pour des emplois salariés, non agricoles et non publics. Les intérimaires sont tous regroupés dans le secteur « activités des services administratifs et de soutien » et ne sont pas répartis dans le secteur de l'entreprise dans lequel l'intérimaire est placé.

POUR EN SAVOIR PLUS

Publications Agam

- **Aix-Marseille-Provence, dynamique mais fragile...**, *Regards de l'Agam n°48*, mai 2016
- **Éclatement des formes d'emploi**, *Regards de l'Agam n°59*, avril 2017

Articles

- **Emploi, chômage, revenus du travail**, *Marceline bodier, Insee, 2017*
- **Le grand retournement géographique...**, *Philippe Estèbe et Jean-Pierre Gonguet, 2017*
- **L'économie française continue de croître à un rythme soutenu**, *Élise Barthet, Le Monde, 31/10/2017*
- **« Made in France » : l'espoir après la débâcle**, *Denis Cosnard, Le Monde, 08/11/2017*
- **Un printemps favorable à l'emploi**, *Vincent Delage, Philippe Winnicki, Insee Provence-Alpes-Côte d'Azur, 06/10/2017*
- **La note de conjoncture de la Direccte Provence-Alpes-Côte d'Azur : « l'embellie se confirme »**, *Service études, statistiques et évaluation Direccte PACA, Octobre 2017*

Site web

- **Observatoire OEDE** : www.agam.org
- **Acosse** : www.acoss.fr
- **Insee** : www.insee.fr
- **Direccte PACA** : www.paca.direccte.gouv.fr



Louvre & Paix - La Canebière

CS 41858 - 13221 Marseille cedex 01

☎ 04 88 91 92 90 🖨 04 88 91 92 65 ✉ agam@agam.org

Toutes nos ressources @ portée de clic sur www.agam.org

Pour recevoir nos publications dès leur sortie, inscrivez-vous à notre newsletter

Directeur de la publication : Christian Brunner

Rédaction : Sébastien Fibla, Isabelle Collet-Reymond - Conception / Réalisation : Pôle graphique Agam

Marseille - Novembre 2017 - Numéro ISSN : 2266-6257